

Unité départementale du Littoral
Rue du pont de pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 04/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIC CONTE

6 Rue Gerhard Hansen
BP 349
02400 Azy-Sur-Marne

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\CONTE
(usine°3)_Samer_0007002684\2_Inspections\2025_11_13_CF incendie
Code AIOT : 0007002684

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement BIC CONTE implanté RUE DE CARLY ZAC LA PLAINE DE LA RUELLE 62830 SAMER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à l'incendie survenu sur le site le mercredi 12 novembre 2025 après-midi.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIC CONTE
- RUE DE CARLY ZAC LA PLAINE DE LA RUELLE 62830 SAMER

- Code AIOT : 0007002684
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de SAMER produit des crayons par transformation de polymères, des gommes et des ardoises.

Il est réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2019. Le site est globalement soumis au régime de l'enregistrement.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incendie du 12 novembre 2025	Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 2.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie de l'atelier MINES et plus précisément atelier de rejets atmosphériques a été maîtrisé et circonscrit à cet unique atelier grâce à l'intervention rapide du SDIS et au bon réflexe de l'industriel.

L'atelier "rejets industriels" est totalement détruit.

Aucun blessé n'a été évacué par les secours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incendie du 12 novembre 2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2019, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport accident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection de l'environnement les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection de l'environnement, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection de l'environnement ; Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection de l'environnement.
Constats : L'exploitant a réalisé une télédéclaration de cet incendie. Un chronogramme a été fourni sur le déroulement de cet incendie. L'inspection a eu connaissance du sinistre via les média (RADIO 6) mais les informations étaient erronées sur le lieu et les matières incendiées. L'inspection a été appelée après l'incendie (18h40) par monsieur HERBEZ responsable HSE. L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site le vendredi 14 novembre 2025.

<p>Le feu semble être parti d'une étuve et plus précisément dans le conduit qui se trouve entre l'étuve "à redresser" et le laveur de gaz. Le feu a détruit le local MINES/traitement rejet atmosphériques.</p> <p>Niveau humain: une personne intoxiquée légèrement.</p> <p>Contrairement aux informations des médias aucun bâtiment de stockage n'a été touché, uniquement le local "traitement de rejets atmosphériques".</p> <p>Dans le local "traitement des rejets", les produits chimiques présents étaient 2 cubis de soude et du charbon actif.</p> <p>Le système de traitement est totalement détruit, une solution mobile est en cours de recherche.</p> <p>Le site de Samer est la seule unité du groupe qui fabrique les mines graphites . Le site, qui produit des critères avec mines en graphite va pouvoir fonctionner avec le stock mines existant jusque janvier 2026.</p> <p>Un rapport d'accident a été télétransmis suite à la déclaration de l'accident sur le site suivant: https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939; Il est présenté en annexe ainsi que le chronogramme.</p> <p>Les eaux d'extinction ont bien été dirigées vers le bassin de confinement. Le jour de l'inspection, le laboratoire d'analyse réalisait un prélèvement pour connaître le mode d'élimination de ces eaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>informer l'inspection du devenir des eaux d'extinction avec justificatifs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>